



© Grégoire Le Gal

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2019



Les Amis
de la Terre
France

2019

EN QUELQUES CHIFFRES



MERCI

**pour votre engagement
à nos côtés !**

NOS OUTILS DIGITAUX



47 000
followers

Twitter



43 000
fans

Facebook

Un nouveau site internet pour mieux s'informer !

Plus simple d'utilisation, le site des Amis de la Terre fait peau neuve : toutes les informations et campagnes sont à portée de clic !

Rendez-vous sur www.amisdelaterre.org

LA FÉDÉRATION EN QUELQUES CHIFFRES

3 500 adhérent-es soutiennent la Fédération

21 salarié-es, services civiques, bénévoles
composent le Secrétariat Fédéral et le Conseil
Fédéral

26 groupes locaux et 6 groupes affiliés

6 000 exemplaires de la Baleine diffusés en 2019

LA BALEINE, LE PLUS VIEUX JOURNAL ÉCOLOGISTE MILITANT



En 2019

4 numéros de la Baleine
ont été édités.

MARS 2019

« Transports : où va-t-on ? »

JUIN 2019

« Le printemps du climat »

SEPTEMBRE 2019

« Total, rendez-vous au tribunal ! »

DÉCEMBRE 2019

« Être Ami-e de la Terre en 2019 »

DES MOBILISATIONS CRÉATIVES EN LIGNE ET SUR LE TERRAIN

La République des Pollueurs :

Une action de masse menée en avril 2019 aux côtés de Greenpeace et ANV-COP21 pour dénoncer le poids des lobbies. Plus de 2 000 activistes se sont mobilisé-es pour bloquer les sièges de Société Générale, Total, EDF et le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire.

Total, rendez-vous au tribunal :

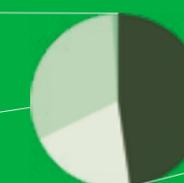
Près de 15 000 personnes se sont déjà mobilisées en ligne pour soutenir l'action en justice inédite contre Total et son méga-projet pétrolier en plein coeur d'un parc naturel en Ouganda.

Rendez-vous sur www.totalautribunal.org

TENDRE VERS L'AUTONOMIE FINANCIÈRE

Ventes et prestations de
services
10 000 €

Autofinancement
(adhésions et dons)
295 000 €



Subventions privées
454 000 €

Subventions publiques
188 000 €

DÉVELOPPER LA FÉDÉRATION

L'année 2019 a été riche en activités pour les Amis de la Terre France. Que ce soit à travers ses actions de mobilisations pour le climat, ses campagnes de sensibilisation et le renforcement du réseau de groupes affiliés et de groupes locaux, la fédération poursuit sa stratégie de développement inscrite dans le cadre du plan triennal 2019-2021. Voici un bref état des lieux des projets menés à bien pour renforcer les actions de la fédération tant au niveau local qu'au niveau national.



MOBILISER

Dans la continuité de l'élan de l'année 2018, 2019 a été une année intense de mobilisation citoyenne tant sur le front social que sur la question climatique. Les Amis de la Terre ont également renforcé leurs mobilisations autour des campagnes sur la surconsommation et le financement des banques aux énergies fossiles, en lien avec ANV-COP21 et Alternatiba. Par ailleurs, la Fédération a également soutenu de nombreux collectifs impliqués dans les luttes locales à travers des mobilisations non-violentes. Retour sur cette année riche en actions.



UNE MOBILISATION RECORD LORS DES MARCHES POUR LE CLIMAT

Trois manifestations de masse pour le climat ont eu lieu le 27 janvier, le 16 mars ainsi que le 21 septembre 2019. La deuxième, sous le nom de la Marche du Siècle, a été la plus grande mobilisation pour le climat organisée en France avec près de 350 000 personnes dans les rues dans tout le pays, dont plus de 100 000 à Paris. Celle-ci a aussi rassemblé un spectre très large d'acteurs et actrices militant-es mais aussi de personnalités et influenceur-ses grand public. Sur la scène de la place de la République le 16 mars, on a donc pu retrouver les grandes ONG environnementales de Greenpeace à Oxfam en passant par Notre affaire à tous, mais aussi les Gilets Jaunes Priscillia Ludosky et François Boulo, les figures de la lutte contre les violences policières comme Assa Traoré du Comité Adama, des personnalités et artistes comme Cyril Dion, Juliette Binoche et Marion Cotillard.

ACTION CONTRE LA RÉPUBLIQUE DES POLLUEURS

Lors de la mobilisation de la Marche du Siècle, les Amis de la Terre ont lancé l'appel à bloquer la République des Pollueurs aux côtés de Greenpeace et d'ANV-COP21. Cette opération de désobéissance civile de masse organisée en un mois dans la plus grande confidentialité visait à dénoncer le lien entre les lobbies, les multinationales et le Président Macron. Ainsi le 19 avril, près de 2000 activistes ont envahi et bloqué pendant toute une journée quatre tours du quartier d'affaires de La Défense - EDF, Société générale, Total et le Ministère de la transition écologique et sociale.

Ces grandes mobilisations n'ont été possibles que par la structuration et la formation d'activistes partout sur le

territoire. C'est le cas par exemple du groupe Action Climat Paris, composé de militant-es issu-es de plusieurs organisations dont les Amis de la Terre, et qui compte aujourd'hui une équipe de 40 animateur-ices, 150 membres réguliers et plusieurs milliers de sympathisant-es. C'est aussi le cas à Lille, où les groupes Amis de la Terre et Alternatiba mène leurs actions conjointement, et où beaucoup d'activistes rejoignent les campagnes nationales mais construisent aussi des campagnes locales mêlant plaidoyer et action directe non-violente.

Le Camp climat 2019 a lui aussi poussé plus loin les limites, avec 1000 participant-es et des centaines de formations dispensées par Alternatiba et les Amis de la Terre.

DES ACTIONS POUR RENFORCER LES CAMPAGNES

Ces militant-es de plus en plus actifs participent aussi aux campagnes nationales des Amis de la Terre. En 2019, la Fédération a continué à mener des actions contre Société Générale avec plusieurs opérations visant le siège et leurs agences. Cette année a aussi démarré la mobilisation pour réclamer un moratoire contre l'expansion d'Amazon. Tout au long de l'année et particulièrement lors du Black Friday nous avons visé le siège mais aussi quatre entrepôts d'Amazon à Brétigny sur Orge, Montélimar, Lille et Lyon. Cette campagne a permis à de nouveaux collectifs de se former autour de l'implantation et l'activité de ces entrepôts et de commencer à déployer des campagnes locales, imbriquant plaidoyer auprès des élus locaux, actions d'interpellation et actions directes.

Pour que tout cela soit rendu possible, la création de lieux d'engagement tels que La Base à Paris ou le Plan B à Nancy ont été cruciaux et ont permis l'accélération et l'ancrage du mouvement climat.

En cohérence avec nos objectifs de 2018, les Amis de la Terre ont continué à contribuer à la massification et à la politisation du mouvement climat, tout en proposant un parcours d'engagement cohérent aux militants désireux.euses de s'engager dans le long terme via les campagnes des Amis de la Terre.

CHIFFRES CLEFS

- **2000 activistes** des Amis de la Terre, Greenpeace et ANV-COP21 ont bloqué la République des pollueurs.
- **350 000 personnes** ont participé à la Marche du Siècle partout en France.

RECRUTER, FORMER, AGIR

En 2019, les Amis de la Terre ont co-organisé la 3ème édition du Camp Climat, à Kingersheim en Alsace avec Alternatiba et Action Non-Violente COP21, associations affiliées à la Fédération.

Entre le 31 juillet et le 11 août, plus de **1000 personnes se sont réunies** pour se former et préparer les futures mobilisations face à l'urgence climatique. Un réel changement d'échelle !

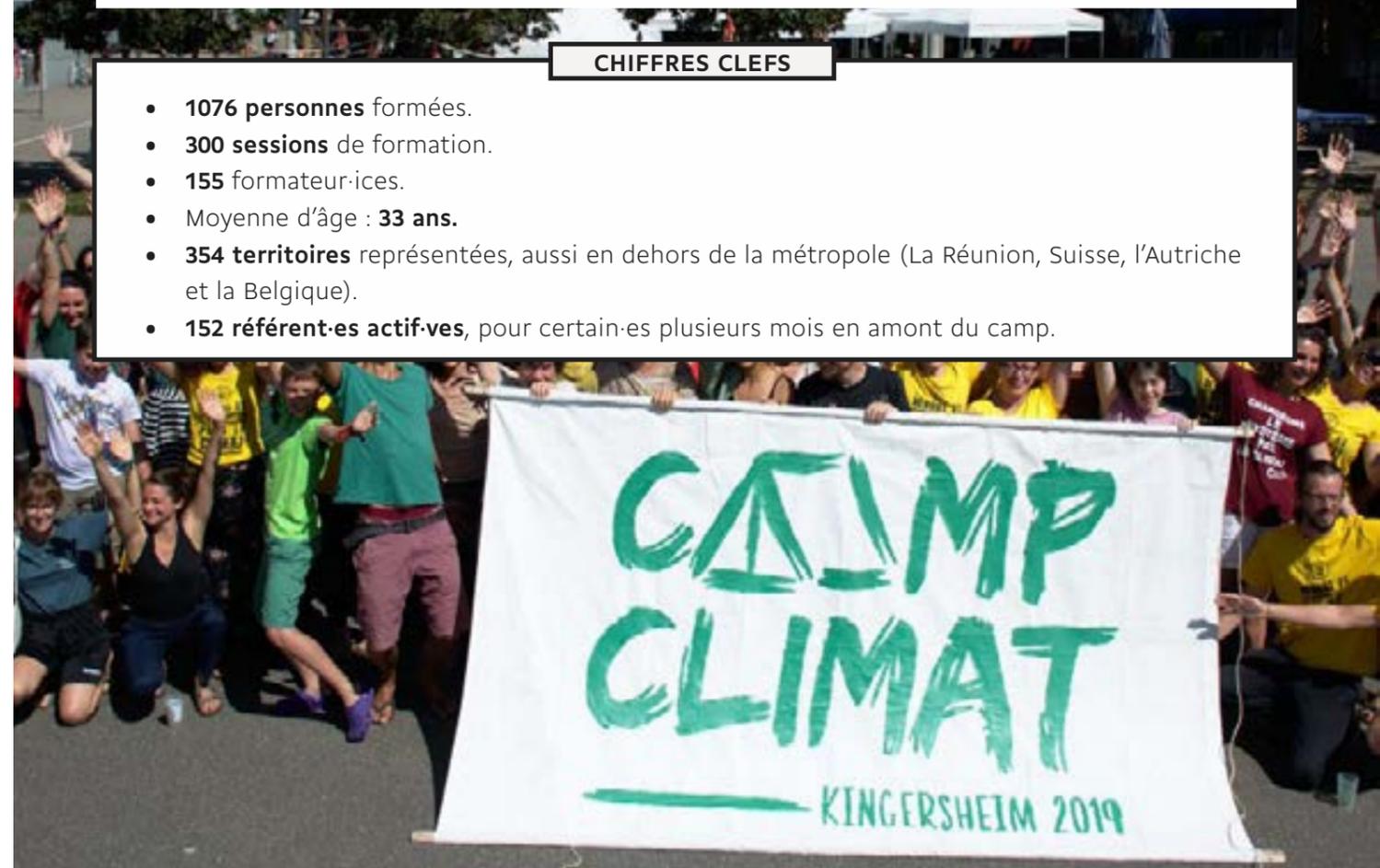
Le Camp Climat a permis de former massivement de nouvelles personnes souhaitant s'impliquer activement au sein du mouvement climat et ainsi de renforcer les groupes locaux existants. Ils ont pu acquérir des compétences concrètes dans une multitude de domaines : désobéissance civile et action non-violente, stratégie, communication de masse, organisation de la logistique d'un événement, techniques informatiques, ou encore méthodes pour mobiliser, recruter et animer des groupes.

C'était aussi l'occasion de préparer collectivement les mobilisations climat de la rentrée et de 2020. Conçu comme un événement convivial, le Camp Climat a par ailleurs permis de créer du lien entre les participant-es, de rassembler les membres de la Fédération et de renforcer les liens de ce réseau.

Ce Camp Climat a permis de former les membres de la Fédération par la pratique en les impliquant dans la préparation de celui-ci. Les compétences acquises au cours de la préparation pourront ensuite être transmises au sein des groupes locaux.

CHIFFRES CLEFS

- **1076 personnes** formées.
- **300 sessions** de formation.
- **155** formateur-ices.
- Moyenne d'âge : **33 ans**.
- **354 territoires** représentées, aussi en dehors de la métropole (La Réunion, Suisse, l'Autriche et la Belgique).
- **152 référent-es actif-ves**, pour certain-es plusieurs mois en amont du camp.



SENSIBILISER

En 2019, le pôle communication au sein du Secrétariat Fédéral a continué de déployer la stratégie votée dans le cadre du plan triennal 2019-2021. A travers un travail de modernisation des outils, d'analyse de notre impact médiatique, et un renforcement des moyens humains avec la création d'un pôle de bénévoles, les Amis de la Terre ont pu accroître leur visibilité et obtenir des résultats concrets...



LES ACTIONS DE COMMUNICATION PRIORITAIRES EN 2019

- **Sensibiliser autour des combats et campagnes menés par la Fédération.** Les campagnes de communication menées par les Amis de la Terre sont indispensables pour toucher chaque jour de plus en plus de citoyen-nes, et ainsi leur donner les clés pour décrypter l'actualité et les grands enjeux sociaux et environnementaux qui se posent. Pour cela, nous travaillons à la production d'outils de communication impactants (vidéos, articles, etc) et à des moyens d'engagement en ligne.
- **Toucher un public plus large** et notamment les jeunes, dont les pratiques de communication en ligne évoluent rapidement à travers l'usage des réseaux sociaux. Les Amis de la Terre se sont donc investis pour développer leur présence et impliquer des bénévoles engagés pour faire vivre nos messages.
- **Renforcer la visibilité** des Amis de la Terre, à travers une présence accrue dans les médias. En 2019, plusieurs apparitions médias ont permis de mettre au grand jour nos sujets. Parmi elles :
 - Une [investigation](#) avec Capital qui a permis de révéler la destruction des invendus par Amazon, forçant le gouvernement à réagir,
 - La [Une du Monde](#) sur le rapport publié avec Oxfam sur l'empreinte carbone des banques françaises,
 - Une large couverture par la presse (papier, radio, télévision, web) de chaque étape de notre action en justice inédite utilisant la loi sur le devoir de vigilance des multinationales contre Total et son projet en Ouganda,
 - De nombreuses apparitions de nos porte-paroles dans les médias traditionnels, les nouveaux médias, et bien sûr l'automédia avec les réseaux sociaux.

- **Renforcer l'image et la notoriété des Amis de la Terre** à travers une nouvelle identité graphique. En effet, les Amis de la Terre ont entrepris un chantier de réflexion sur leur identité visuelle et se sont ainsi dotés d'une nouvelle charte graphique, en cohérence avec leurs valeurs et leur histoire. Des marqueurs clés sont toujours là, comme le logo et le slogan «Mobiliser, résister, transformer» : ils sont un emblème de la Fédération et de ses luttes à travers le monde.

RENFORCER L'INDÉPENDANCE DE LA FÉDÉRATION

Les Amis de la Terre mènent depuis deux ans un chantier pour renforcer l'indépendance financière de l'association. Pour cela, des réflexions stratégiques et les projets déployés ont permis, entre 2017 et 2019, de passer de 2 300 adhérent-es à plus de 3 500 adhérent-es.

En adhérant aux Amis de la Terre, les citoyen-nes peuvent prendre part à la vie de la Fédération et ainsi contribuer à la définition des grands axes stratégiques et politiques. Chaque adhérent-e peut également s'investir dans les luttes locales proches de chez lui ou elle, à la fois dans des groupes locaux, des groupes affiliés, ou bien en organisant la création d'un groupe s'il n'en existe pas à proximité.

DÉVELOPPER LE RÉSEAU

La démocratie interne, la décentralisation et l'implication citoyenne sous-tendent également la structure des Amis de la Terre, y compris à travers les groupes locaux. Composés d'adhérent-es et militant-es, ils défendent l'environnement localement. Les associations affiliées aux Amis de la Terre viennent également renforcer la Fédération dans ses actions. En 2019, le réseau s'est encore élargi, en accueillant un nouveau groupe local et un nouveau groupe affilié.

DES GROUPES LOCAUX SUR LES TERRITOIRES

**Nouveau groupe local
en 2019 !**

AMIS DE LA TERRE PAYS VIGANAIS
paysviganais30@amisdelaterre.org



● **AMIS DE LA TERRE BOUCHES
DU RHÔNE**
bouchesduhone@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE CÔTE D'OR**
cotedor@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE DUNKERQUE**
dunkerque@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE DRÔME**
drome@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE
HAUTE-SAVOIE**
haute-savoie@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE VAR**
hyeres@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE ISÈRE**
isere@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE LANDES**
landes@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE LIMOUSIN**
limousin@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE
LOIRE-ATLANTIQUE**
loire-atlantique@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE
MEURTHE ET MOSELLE**
meurtheetmoselle@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE
MIDI-PYRÉNÉES**
midipyrenees@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE MOSELLE**
moselle@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE NORD**
nord@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE NORD BEARN**
nord-bearn@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE PARIS**
paris@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE POITOU**
poitou@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE RHÔNE**
rhone@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE SAVOIE**
savoie@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE
VAL DE BIÈVRE**
valdebievre@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE VAL D'OISE**
valdoise@amisdelaterre.org

● **AMIS DE LA TERRE GIRONDE**
valdeleyre@amisdelaterre.org



NOUVEAUX GROUPES AFFILIÉS



CANOPÉE défend la vision de forêts vivantes, en harmonie avec les sociétés humaines, où les droits de celles et ceux qui les protègent sont reconnus. L'association a rejoint la fédération en 2019 afin de travailler ensemble sur la question des forêts, en lien avec les campagnes des Amis de la Terre. Pour en savoir plus sur Canopée : canopee-asso.org



ACPAT : L'Agence de concertation et de proposition pour l'aménagement et les transports agit en Savoie et fait la promotion des transports en commun pour éviter la création de nouvelles voies routières. Elle lutte pour préserver les terres naturelles et agricoles qui disparaissent, la biodiversité, le climat et la protection du territoire du Chablais. Pour en savoir plus sur l'ACPAT : acpat.e-monsite.com

LES GROUPES AFFILIÉS



ALTERNATIBA : Mouvement citoyen pour le climat et la justice sociale, fondé sur deux constats. D'une part, le dérèglement climatique s'accélère, touche les populations les plus pauvres et menace à moyen-terme les conditions de vie sur Terre. D'autre part, des solutions existent.



ANV-COP21 : Sa création a été inspirée par les victoires obtenues des grands mouvements de lutte non-violente. Sa mission est de faire émerger un mouvement citoyen de masse, non-violent et déterminé, radical et populaire, afin de relever ce défi.



BIZI! : Le mouvement agit dans le Pays Basque nord et s'inscrit dans la mouvance altermondialiste internationale et la diversité culturelle : il mène des actions et mobilisations déterminées, à la hauteur des enjeux cruciaux auxquels l'humanité et la planète sont confrontées.



RAP : Résistance à l'agression publicitaire contre le système de la pub et ses effets négatifs. Cela comprend des grandes et petites victoires, qui nous rapprochent de plus en plus de l'obtention de nos revendications. L'association mène à la fois des campagnes de mobilisation, de sensibilisation et de plaidoyer.



Découvrez les activités des groupes affiliés sur [le site](#)

EN DIRECT DE NOS CAMPAGNES

Les Amis de la Terre mènent au niveau national de multiples campagnes sur des sujets divers comme l'alimentation et l'agriculture, la surproduction, le financement des banques et acteurs publics aux énergies fossiles, la lutte contre les lobbies, etc...

A travers un travail d'enquête, d'analyse, de plaidoyer, de recherche, de mobilisations locales et nationales, mais aussi d'actions juridiques et de sensibilisation, les campagnes des Amis de la Terre permettent d'obtenir des avancées concrètes vers des sociétés soutenables. Voici une brève présentation de chacune d'entre elles.



PUBLICATIONS

LES TEMPS FORTS EN 2019

FÉVRIER 2019

Rapport : [2 ans après l'adoption de la loi sur le devoir de vigilance : notre analyse](#)

MARS 2019

Note de presse : [Financer le chaos climatique : Les banques françaises addictes aux énergies fossiles](#)

MAI 2019

Rapport : [Total, la stratégie du chaos climatique](#)
Note de presse : [Défendre les droits humains et l'environnement : à quel prix ?](#)

Note de presse : [La France amorce une bombe climatique au large du Mozambique](#)

JUIN 2019

Dossier de presse : [Total mise en demeure pour ses activités en Ouganda](#)

Rapport (anglais) : [Serious breaches of the duty of vigilance law : the case of Total in Uganda](#)

Rapport : [Manquements graves à la loi sur le devoir de vigilance : le cas Total en Ouganda](#)

JUILLET 2019

Rapport : [Cachez ces fossiles que l'on ne saurait voir](#)

Rapport : [Tribunaux VIP : 10 histoires de détournement de la justice par les riches et les multinationales](#)

SEPTEMBRE 2019

Rapport : [Sortir de la dépendance aux engrais de synthèse](#)

Rapport : [Engrais de synthèse : destructions en toute discrétion](#)

OCTOBRE 2019

Rapport : [Paris et Bruxelles sous l'emprise des lobbies](#)

NOVEMBRE 2019

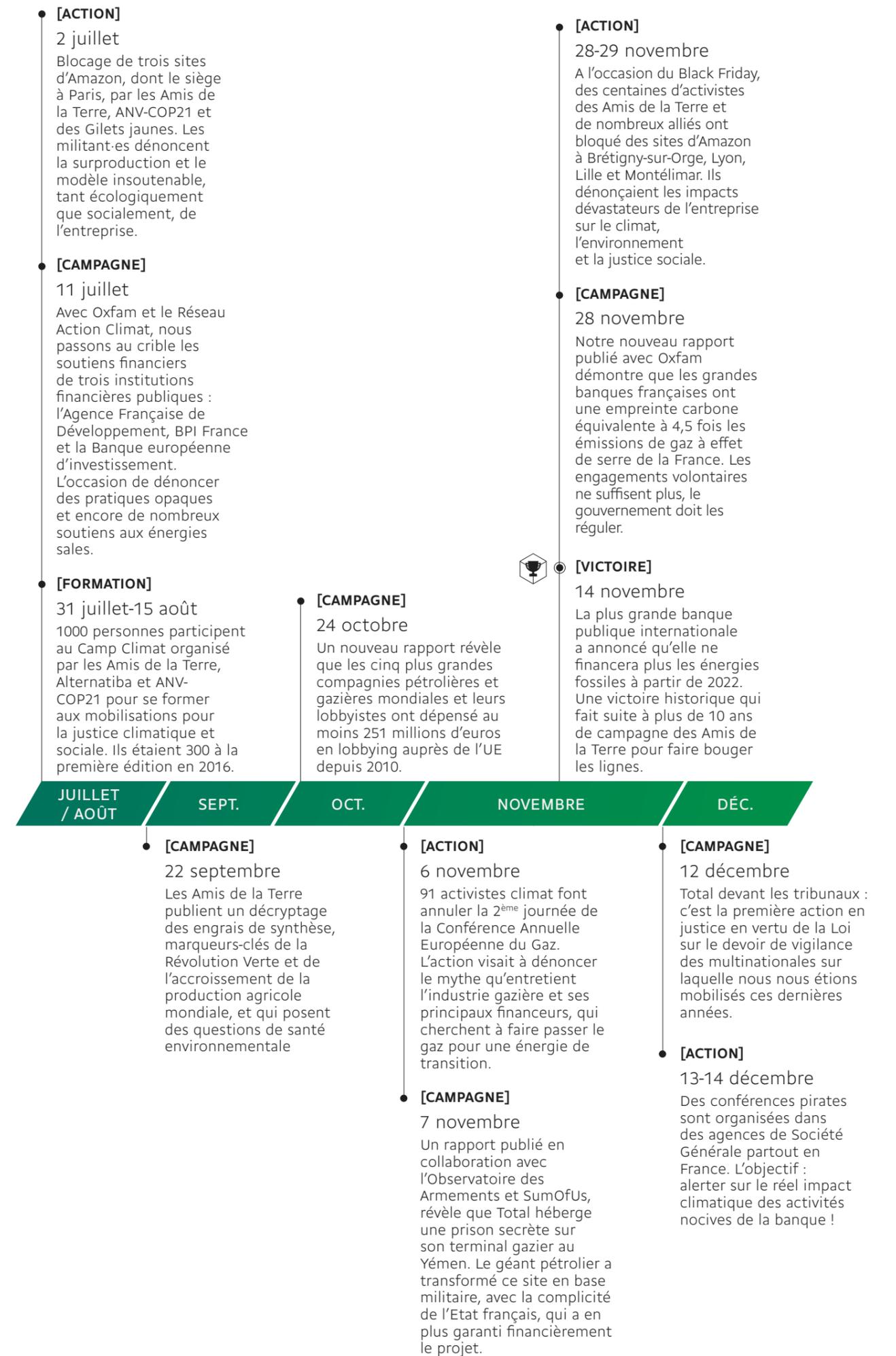
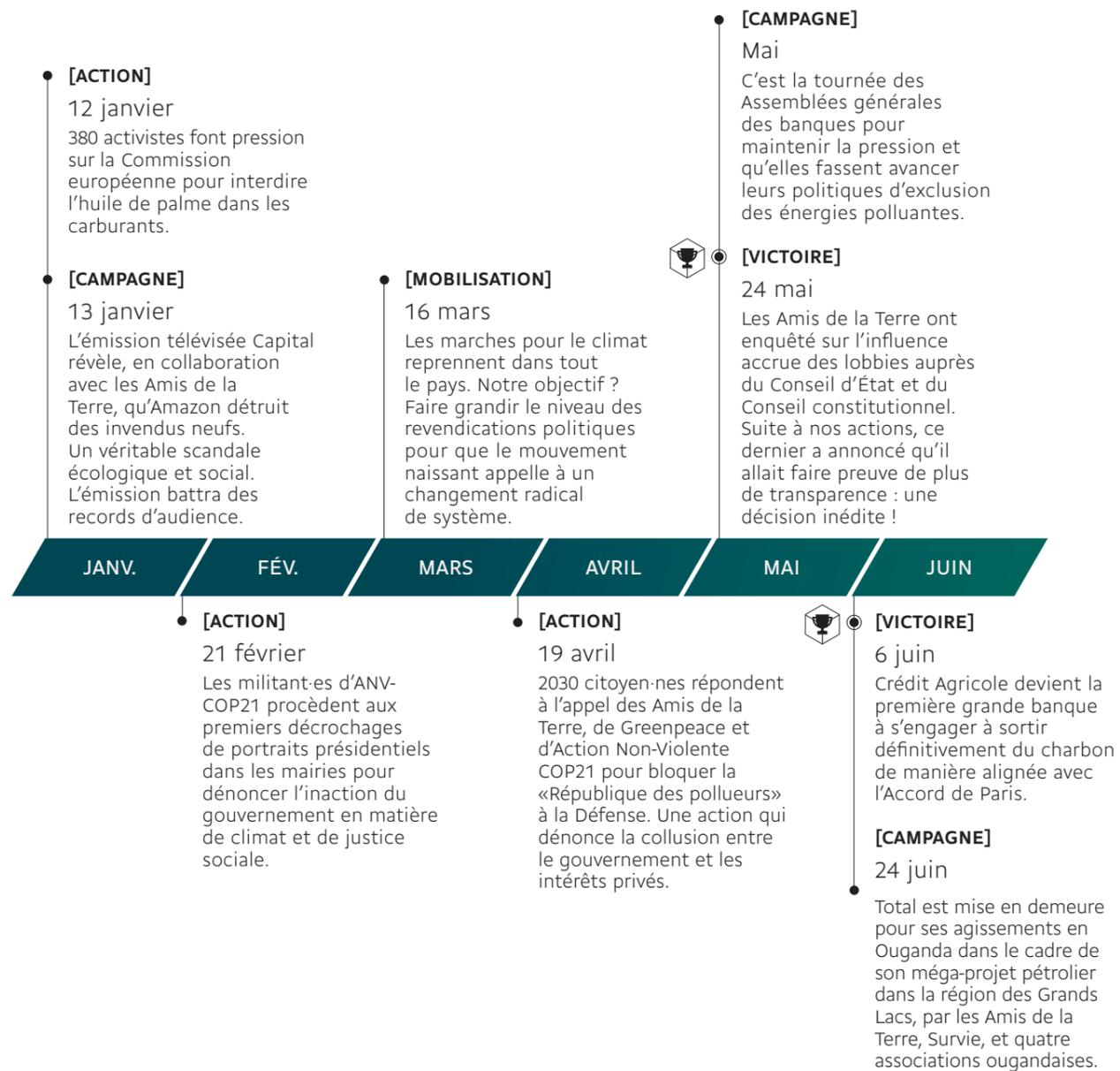
Note de presse : [Sortie du charbon : la finance française en ordre de marche](#)

Rapport : [La colossale empreinte carbone des banques : une affaire d'Etat](#)

Rapport : [Immersion dans le modèle Amazon](#)

Rapport : [La France et Total en guerre au Yémen ?](#)





RÉDUIRE LA SURPRODUCTION



UN IMPÉRATIF DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les produits textiles et le numérique représentent chacun des émissions supérieures au transport maritime et aérien réunis. Le textile émet à lui seul 8% des émissions de gaz à effet de serre mondiales. Malgré la progression du réemploi et des discours portant sur le « mieux consommer », la réalité macro-économique est qu'en France les produits neufs vendus continuent d'augmenter ! Plus de 39 vêtements et 13,5 produits électroniques par habitant ont été commercialisés en 2019 ! Le recyclage a pris tellement de retard que pour éviter l'emballage climatique, la vente de produits neufs devraient considérablement baisser si l'on veut réduire de moitié nos émissions d'ici 2030, comme le demande le GIEC.

LA CAMPAGNE CONTRE L'EXPANSION D'AMAZON EN FRANCE

Si l'ensemble du système génère de la surproduction, certains acteurs ont la particularité d'en générer plus que d'autre, tout en détruisant des emplois ! En pratiquant le dumping sur les prix, via notamment la fraude à l'impôt, Amazon vend plus de 15 milliards de produits par an dans le monde. Les Amis de la Terre ont révélé le scandale de la destruction des invendus en collaborant avec l'émission Capital de M6, diffusée le 13 janvier 2019, et ayant fait 7 millions de vues. Amazon a également augmenté de 30% le transport des produits par avion depuis 2018, pour livrer les clients en 24h.

Mais la volonté hégémonique d'Amazon ne s'arrête pas là. Le géant s'apprête à doubler en France sa surface de stockage d'ici début 2021 ; entre 8 et 11 projets d'entrepôts et centres de tri supplémentaires ! Les Amis de la Terre se sont fortement mobilisés aux côtés d'ANV-COP 21 pour obtenir le vote d'un moratoire sur ces projets au Parlement. Avec les Gilets jaunes, ils ont occupé le siège et deux centres de tri (Lille et Toulouse) le 2 juillet, pour réclamer l'inscription du moratoire sur les entrepôts de e-commerce et zones commerciales par le Gouvernement dans le Projet de Loi économie circulaire. Les Amis de la Terre, ATTAC et Solidaires ont publié un rapport décryptant l'ensemble des impacts économiques, sociaux et

environnementaux catastrophiques de l'expansion d'Amazon. Conjointement avec les organisations ANV-COP 21, les Gilets jaunes, Extinction Rebellion et Youth For Climate, les Amis de la Terre ont organisé le blocage de quatre sites Amazon pendant le Black Friday (les entrepôts de Brétigny et de Montélimar, les centres de tri de Lyon et de Lille). Un concert de voix s'est élevé dénonçant un des modèles les plus destructeurs de la planète et du contrat social : Anne Hidalgo, mais également l'ancien Secrétaire d'Etat au numérique Mounir Mahjoubi, qui a dénoncé des destructions d'emplois deux fois supérieures aux créations occasionnées par Amazon.

Mais le Gouvernement a continué de refuser d'inscrire le moratoire dans le projet de loi du Gouvernement et a même refusé les amendements destinés à taxer plus justement le e-commerce. Les Amis de la Terre et ANV COP 21 ont pris une centaine de rendez-vous auprès des parlementaires en circonscription et ont obtenu la signature de 93 députés, de tous les bords politiques. Le moratoire a été jugé irrecevable par les administrateurs de l'Assemblée, dépassant, selon eux, le champ de la loi économie circulaire et n'a jamais pu être voté. En 2020, les Amis de la Terre continuent la bataille législative pour obtenir le moratoire avec de nouveaux alliés : la Confédération des Commerçants de France, représentant 450 000 commerces de proximité et 1 million d'emplois. En Alsace, à Lyon, à Rouen, dans le Gard : les Amis de la Terre se mobilisent aux côtés des citoyens pour faire échouer ces projets au local (plaidoyer, actions directes, recours juridiques).

SE MOBILISER POUR RÉDUIRE LA SURPRODUCTION TEXTILE ET AUGMENTER LA RÉPARATION

Les Amis de la Terre se sont également beaucoup mobilisés dans le cadre de la Loi économie circulaire pour obtenir des mesures fortes pour limiter la surproduction textile et soutenir la réparation et le réemploi des produits.

Les mesures concernant le textile ont été écartées, sous le prétexte qu'il revenait au décret d'application de la loi de fixer de réelles mesures chiffrées. Mais la réduction du prix de la réparation pour les consommateurs, via la création d'un fonds réparation, pour laquelle les Amis de la Terre se sont battus pendant plus de deux ans a finalement vu le jour. D'ici mi-2021, le prix restant à la charge des consommateur-ices pourrait atteindre 20 à 50% du prix de la réparation !

CHIFFRES CLEFS

- **15 milliards de produits** ont été vendus par Amazon en 2019.
- Amazon a augmenté le transport aérien de **30%** depuis 2018.
- Aux Etats-Unis Amazon a engendré la destruction nette de **260 000 emplois**.



TRANSFORMER EN PROFONDEUR NOTRE SYSTÈME AGRICOLE

TRANSFORMER EN PROFONDEUR NOTRE SYSTÈME AGRICOLE

Le modèle agricole français est largement orienté par la politique agricole commune de l'Union européenne (PAC) qui est l'un des systèmes de subvention les plus importants au monde avec un budget total de 58 milliards d'euros par an, soit environ 40% du budget total de l'Union européenne. Par habitant, cela revient à contribuer à hauteur de 114 euros par an via les impôts. La France est le pays qui bénéficie le plus d'aides de la PAC. Tous les sept ans, celle-ci est révisée. L'actuelle PAC se termine à la fin de l'année 2020 : une occasion majeure de lutter pour la transformation de notre système agricole et alimentaire. Face à l'urgence climatique et sociale qui touche le secteur agricole, les Amis de la Terre se sont mobilisés en 2019 en lançant une nouvelle campagne visant à mettre fin à notre dépendance aux engrais chimiques, ces intrants de synthèse coûteux pour les paysan-nes et destructeurs pour l'environnement et le climat. Le réseau des Amis de la Terre a en outre continué de se mobiliser sur des enjeux-clés du futur de notre agriculture : la lutte contre les OGM et le développement des alternatives naturelles pour répondre, notamment, à la nécessité de sortir des pesticides de synthèse.

STOP AU BUSINESS DES ENGRAIS CHIMIQUES

Les engrais chimiques (aussi appelés engrais de synthèse ou encore engrais minéraux) sont à l'origine de pollutions multiples : pollution de l'eau (phénomène des algues vertes par exemple), pollution de l'air (particules fines) et émissions de gaz à effet de serre (deuxième source d'émissions du secteur agricole en France derrière l'élevage industriel). Au total, le coût des dommages environnementaux liés aux engrais chimiques oscille entre près d'un milliard et trois milliards d'euros par an en France. Face à cela, la principale taxe mise en place pour tenir compte de ces dégâts environnementaux (la taxe générale sur les activités polluantes : TGAP) ne pèse pas plus de 7 millions d'euros pour le secteur des produits chimiques.

En 2019, la campagne des Amis de la Terre contre les engrais chimiques a démarré par la production d'une publication retraçant l'état des lieux de cette problématique et des alternatives existantes. En parallèle, les Amis de la Terre ont soutenu une campagne internationale (Free the soil) visant le leader mondial des engrais de synthèse, la multinationale Yara. Une action de désobéissance civile de masse a été organisée sur un site de production de Yara en Allemagne pour mettre en

lumière les impacts de cette entreprise. Cette action a été accompagnée d'ateliers de sensibilisation en amont, notamment lors du Camp climat 2019. Enfin, des activités de plaidoyer ont été menées sur le dernier trimestre 2019 pour demander une hausse de la taxe (TGAP) visant les producteurs d'engrais ainsi que l'instauration d'une nouvelle taxe sur les ventes de ces engrais. Cette proposition a été défendue par certain-es député-es mais n'a pas été retenue dans le projet de loi de finances pour 2020.

Le combat continue donc face aux lobbies de l'agro-business. Plus que jamais, nous devons sortir de notre dépendance aux engrais chimiques et retrouver un cycle naturel pour fertiliser les terres agricoles, à l'aide de plantes légumineuses et d'engrais organiques. Ce sont ces propositions d'alternatives que les Amis de la Terre portent dans le cadre de la plateforme pour une autre PAC qui réunit plus de 40 organisations paysannes, environnementales, de bien-être animal, de citoyen-nes et de solidarité internationale.

PROMOUVOIR DES ALTERNATIVES NATURELLES AUX INTRANTS DE SYNTHÈSE

Les Amis de la Terre se sont une nouvelle fois associés à la Semaine pour les alternatives aux pesticides ainsi qu'à la marche contre Monsanto en 2019 afin de soutenir un modèle agricole et alimentaire qui ne repose pas sur les intrants de synthèse. En novembre 2019, un colloque sur les préparations naturelles peu préoccupantes (PNPP) a été organisé avec le soutien des Amis de la Terre et en particulier du groupe local de la région Poitou.

DÉNONCER LES OGM CACHÉS

L'apparition de nouvelles techniques de modifications génétiques a conduit les Amis de la Terre à dénoncer ce phénomène des «OGM cachés» ou «nouveaux OGM» depuis plusieurs années. En 2018, un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) confirmait que la réglementation des OGM de première génération s'appliquait également aux nouveaux OGM. Un collectif (dit «Collectif de Poitiers») avec pour objectif zéro OGM en France s'est reformé en 2019 avec la participation des Amis de la Terre.

Pour assurer la prise en compte de l'arrêt de la CJUE par le Conseil d'Etat, les Amis de la Terre et les organisations alliées (comme la Confédération paysanne) comptent maintenir la pression pour mettre fin au scandale des OGM non-réglés qui circulent sur notre territoire.

CHIFFRES CLEFS

- **40%** du budget de l'Union Européenne est consacré à la PAC.
- **Entre 1 et 3 milliards** : c'est le coût des dommages environnementaux liés aux engrais chimiques.
- Les engrais chimiques sont la **deuxième source d'émissions** du secteur agricole en France.

LUTTER CONTRE

CONTRE L'IMPUNITÉ

DES MULTINATIONALES



L'année 2019 a été une année majeure pour notre campagne contre l'impunité des multinationales. En effet, il s'agissait de la première année où l'on pouvait commencer à se saisir des mécanismes juridiques contenus dans la loi sur le devoir de vigilance des multinationales, adoptée en 2017 après une longue bataille contre les lobbies.

UNE LOI MAL MISE EN OEUVRE

En début d'année, avec nos partenaires, nous avons publié un [rapport](#) pour évaluer les premiers plans de vigilance des multinationales. Ces plans doivent comprendre les mesures d'identification des risques et de prévention des atteintes aux droits humains et à l'environnement que les entreprises déploient dans toutes leurs activités, y compris celles de leurs filiales et leurs principaux sous-traitants et fournisseurs, dans le monde entier.

Le rapport fait la lumière sur plusieurs secteurs à risque (armement, banques, extractif, agrobusiness et textile) et dresse un constat accablant : la loi n'est pas respectée - plans incomplets, lacunaires, voir carrément inexistantes.

UNE ACTION EN JUSTICE INÉDITE

Mais 2019 a surtout été marquée par l'action en justice que nous avons lancée avec Survie et quatre associations ougandaises (AFIEGO, CRED, NAPE/Amis de la Terre Ouganda et NAVODA) sur le fondement de cette loi : l'action est intentée contre le géant Total et son méga-projet pétrolier en Ouganda.

En juin 2019, nos associations ont ainsi mis en demeure l'entreprise de se conformer à la loi sur le devoir de vigilance. L'enquête de terrain de nos six organisations a révélé que ce méga-projet pétrolier implique : l'expulsion de plusieurs dizaines milliers de personnes sans compensation préalable et suffisante, et en les soumettant souvent à des pressions et intimidations ; des risques considérables pour la biodiversité et les ressources en eau, puisque le projet est au coeur du parc naturel des Murchison Falls ; un impact évident sur le climat, avec une production d'environ 200 000 barils/jour et le plus long oléoduc chauffé du monde, pour faire transiter du pétrole visqueux sur 1445 km jusqu'à un port de Tanzanie. La collecte d'informations et de témoignages a été très difficile : nos partenaires qui ont enquêté sur le terrain ont subi des pressions pour les empêcher d'accéder à la zone concernée et entrer en contact avec les populations affectées.

Fin octobre, nous avons saisi le tribunal : il s'agit de la toute première action en justice sur le fondement de la loi sur le

devoir de vigilance. Au vu de l'urgence de la situation sur le terrain, nous avons choisi de saisir le juge des référés et l'audience a pu avoir lieu rapidement, le 12 décembre.

Un site web bilingue dédié www.totalautribunal.org ainsi que plusieurs vidéos ont été produits : près de 15 000 personnes soutiennent déjà notre action en justice.

Un peu plus tôt, en octobre, un de nos partenaires ougandais nous a accompagné à Genève pour la session annuelle de négociations sur le projet de traité onusien sur les multinationales et droits humains. Cela a permis non seulement de porter ce cas au sein de l'ONU, mais aussi de faire des recommandations concrètes sur le contenu du futur traité.

Enfin, en décembre 2019, avec Amnesty International, nous avons organisé deux webinars sur la loi sur le devoir de vigilance à destination d'associations et syndicats du monde entier, partageant notre expérience concrète sur le cas Total Ouganda.

ASSURER LA PROTECTION DES DÉFENSEURS

Dans le cadre de la campagne européenne «Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales» nous avons reçu en mai la visite de trois défenseur·ses des droits humains et de l'environnement, venu·es de République Démocratique du Congo, du Mozambique et des Philippines. Nous avons organisé à cette occasion plusieurs rencontres avec des parlementaires, des membres du gouvernement et des journalistes. Nous avons aussi publié un document avec des recommandations concrètes [«Défendre les droits humains et l'environnement : à quel prix»](#). Et enfin nous avons produit une [vidéo avec leurs témoignages](#) dénonçant le fait que chaque année, environ 200 personnes sont assassinées alors qu'elles tentaient de défendre leurs communautés, leurs terres, leurs forêts et leurs rivières contre des projets destructeurs. Bien plus sont victimes d'intimidations, arrestations arbitraires, criminalisation etc.

Par ailleurs, à l'occasion de l'audience au tribunal contre Total, deux représentants des communautés affectées sont venus en France pour témoigner. A leur retour en Ouganda, l'un d'eux a été arrêté, et ils ont subi des pressions et intimidations accrues. Avec nos partenaires français et internationaux, notamment les Amis de la Terre International et la FIDH, nous nous sommes mobilisés de façon immédiate pour alerter internationalement sur leur mise en danger, et obtenir des mesures de protection pour eux.

CHIFFRES CLEFS

- Total prévoit de produire **200 000 barils** par jour en Ouganda grâce au forage de plus de 400 puits.
- Plus de **10 milliards de dollars** sont investis pour ce projet pétrolier démesuré.
- **Plusieurs dizaines de milliers de personnes** ont commencé à être expulsées à cause du méga-projet pétrolier de Total.

DES VICTOIRES

CONTRE LES LOBBIES

Depuis fin 2017, nous avons choisi de consacrer des moyens accrus pour enquêter sur les lobbies, dénoncer leurs pratiques et bien sûr développer des stratégies pour contrer leur influence démesurée. C'est grâce à notre expertise maintenant reconnue sur le sujet que nous avons été invités à intervenir à la table-ronde de clôture du colloque «48h chrono sur le lobbying» organisé par le vice-président de l'Assemblée nationale en mai 2019.

LE SCANDALE DE L'HUILE DE PALME

2019 a vu son nouveau lot de scandales liés au lobbying et en premier lieu le lobbying acharné de Total contre la suppression de l'avantage fiscal à l'huile de palme dans les carburants, une mesure que nous avons réussi à obtenir fin 2018. Cette mesure mettant en péril son projet de «bioraffinerie» à la Mède, la multinationale a usé de tous les moyens possibles et imaginables pour défaire la loi votée par le Parlement : après un recours perdu au Conseil constitutionnel, Total a tenté de faire voter en catimini un report de cette mesure en 2026, puis de revenir par la fenêtre via la révision d'un décret par le gouvernement. Grâce à notre association affiliée Canopée, nous avons pu révéler chacune des tentatives de la multinationale et y réagir rapidement, et ainsi réussir pour l'instant à toutes les déjouer.

UNE VICTOIRE CONTRE LES LOBBIES AU SOMMET DE L'ÉTAT

En 2018, une autre enquête des Amis de la Terre, en partenariat avec l'Observatoire des multinationales, avait fait une sortie remarquée : nos révélations sur le [lobbying auprès du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel](#). Notre enquête avait montré qu'ils étaient devenus un lieu de lobbying de plus en plus important pour les milieux d'affaire, conduisant ces dernières années à un grand nombre de censures de dispositions de lois au nom des «droits et libertés» des entreprises, et au détriment de l'intérêt général (lutte contre l'évasion fiscale, l'accaparement des terres, loi Florange...). Suite à cette enquête, nous avons déposé un recours inédit contre le Conseil constitutionnel. En avril 2019, la décision du Conseil d'Etat tombe : il rejette notre recours, se déclarant incompétent. On se demande alors qui peut donc bien contrôler le Conseil constitutionnel ?

Mais malgré cette défaite juridique, nous avons obtenu [victoire](#) un mois après : le Conseil constitutionnel a annoncé qu'il serait dorénavant plus transparent en publiant le contenu de toutes les «portes étroites», c'est-à-dire les contributions extérieures qui peuvent influencer ses décisions. La pression publique liée

à notre enquête et notre recours ont ainsi permis de faire bouger le Conseil constitutionnel en moins d'un an !

LA RÉPUBLIQUE DES POLLUEURS

Ce n'est pas seulement au travers des enquêtes que nous avons agi pour mettre en lumière les méfaits des lobbies. Ainsi, en avril 2019, avec Greenpeace France et ANV-COP21, grâce à une action de masse, nous avons bloqué pendant une journée les sièges de trois multinationales et du ministère de l'Ecologie à la Défense (voir partie «Mobilisation» p.5).

Cette action a permis de dénoncer les relations toxiques entre le gouvernement et les multinationales polluantes responsables de la crise climatique. C'est à cause des pressions des lobbies que 11 milliards de cadeaux fiscaux ont été accordés aux énergies fossiles en 2019, ou encore que le gouvernement a renoncé à adopter des mesures contraignantes pour réduire les financements aux énergies fossiles par les banques privées. Ces pratiques ne sont pas nouvelles, mais on constate que le pantouflage et les conflits d'intérêts sont de plus en plus à la mode depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

METTRE LES LOBBIES FOSSILES HORS-JEU

Fin octobre 2019, avec les Amis de la Terre Europe, Corporate Europe Observatory, Food & Water Europe, Greenpeace UE et l'Observatoire des multinationales, nous avons publié une [enquête montrant l'emprise des lobbies fossiles à Bruxelles et à Paris](#). Le [rapport](#) montre, au travers de différents exemples, comment les lobbyistes de l'industrie fossile à Bruxelles et dans les capitales européennes ont réussi à retarder, affaiblir et saboter l'action de l'UE et ses pays membres face à l'urgence climatique, notamment en édulcorant les objectifs en matière d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans le même temps, ces mêmes industries ont obtenu d'importantes subventions publiques, et les cinq principales sociétés pétrolières et gazières ont engrangé 82 milliards de dollars de profits en 2019.

Ce rapport était publié à l'occasion du lancement de la campagne européenne «Fossil Free Politics» par près de 200 organisations de la société civile. Dans une [déclaration commune](#), elles demandent la mise en place d'un pare-feu qui protège nos institutions démocratiques et nos processus décisionnels contre l'influence de l'industrie fossile, pour en finir avec les réunions de lobbying privées, les partenariats ou collaborations, le pantouflage et les conflits d'intérêts.

CHIFFRES CLEFS

- **11 milliards** de cadeaux fiscaux accordés aux énergies fossiles en 2019 à cause des pressions des lobbies.
- **82 milliards de dollars** de profits engrangés par les sociétés pétrolières et gazières en 2019.
- **200 organisations** ont lancé la campagne européenne «Fossil Free Politics» pour lutter contre les lobbies.



ACCORDS DE

LIBRE-ÉCHANGE :

LA BATAILLE CONTINUE

Alors qu'un changement de modèle commercial est nécessaire pour répondre aux enjeux humains, environnementaux et climatiques actuels, l'Union européenne continue de négocier et de mettre en œuvre des accords de libre-échange en catimini, sans réel débat démocratique. Les Amis de la Terre France ont continué de lutter contre ces accords en 2019, notamment ceux avec le Canada (CETA), et le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay) ainsi que dans le cadre de la campagne européenne «Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales» contre l'arbitrage investisseur-État.

BLOQUER LA RATIFICATION DU CETA EN FRANCE

L'accord UE-Canada est entré en application provisoire en septembre 2017, suite à l'approbation du Parlement européen. Mais il doit être approuvé par tous les parlements nationaux et régionaux de l'UE pour que sa totalité entre en vigueur, et notamment les très décriés tribunaux d'arbitrage. Les Amis de la Terre France se sont mobilisés contre le vote prévu à l'Assemblée nationale en juillet 2019. [70 organisations ont appelé les parlementaires](#) à voter contre la ratification du CETA. Plusieurs centaines de personnes se sont [rassemblées](#) devant l'Assemblée pour signifier leur opposition à l'accord. L'Assemblée a finalement approuvé la ratification le 23 juillet d'une faible majorité de 266 voix contre 213. En août 2019, lors du «contre-sommet» du G7, les Amis de la Terre sont invités à débattre de l'accord et, notamment de ses tribunaux d'arbitrage, dans le cadre d'un [événement Facebook live](#) organisé par Médiapart et TV Bruits. La lutte continuera au Sénat.

NON À L'ACCORD UE-MERCOSUR

Dans une lettre ouverte en juin 2019, les Amis de la Terre France, avec plus de 340 organisations de la société civile européenne ont appelé l'Union Européenne à mettre immédiatement un terme aux négociations pour un accord de libre-échange avec le Mercosur en raison de la détérioration des droits humains et de la situation écologique au Brésil. Emmanuel Macron se déclare finalement contre l'accord «en l'état», à la veille de la réunion du G7 à Biarritz en août, notamment suite aux feux de forêt qui prennent de l'ampleur en Amazonie. Ceci illustre une fois de plus le caractère polémique de ces accords mis en évidence par les Amis de la Terre depuis des années. Nous avons co-organisé, lors du «Contre-sommet» du G7 en août 2019, un atelier sur cet accord.

POUR LA FIN D'UNE JUSTICE PARALLÈLE POUR LES MULTINATIONALES

En janvier 2019, a été lancée la campagne «[Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales](#)», portée par une large coalition européenne d'associations, syndicats et mouvements sociaux, dont une cinquantaine d'organisations en France. Tout au long de l'année, les Amis de la Terre France ont coordonné le volet français de cette campagne avec ATTAC, le CCFD-Terre Solidaire et l'Institut Veblen. Cette campagne s'est accompagnée d'une pétition, qui a réuni 847 000 signataires, avec deux demandes :

- mettre fin à ce système de justice parallèle qui déroule le tapis rouge aux multinationales, et leur permet de poursuivre les États lorsqu'elles se sentent menacées par des mesures d'intérêt public,
- imposer des législations contraignantes aux multinationales, au niveau national, européen et international, afin qu'elles cessent de violer les droits humains et de détruire l'environnement en toute impunité.

Au printemps, nous avons interpellé les [candidats aux élections européennes](#) pour qu'ils se positionnent sur ces deux demandes, et organisé un débat public entre les principaux partis.

Les Amis de la Terre, au sein du collectif Stop TAFTA/CETA, et dans le cadre de cette campagne, ont signé en avril 2019 avec une trentaine d'autres organisations de la société civile françaises, une [lettre](#) demandant la fin de l'arbitrage entre investisseurs et États, en amont de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne sur la légalité du mécanisme.

En juillet, nous avons co-publié un nouveau rapport alarmant, «[Tribunaux VIP : 10 histoires de détournements de la justice par les riches et les multinationales](#)». Le rapport illustre comment les multinationales utilisent ces cours d'arbitrage pour dissuader les gouvernements de mettre en place des politiques d'intérêt public. Il précise aussi pourquoi l'ISDS, et son relookage par copier-coller préconisé par l'Union Européenne dans des nouveaux traités tels que le CETA, devrait être supprimé de tout accord international. Les Amis de la Terre ont aussi été signataires, avec 280 organisations européennes, d'une lettre appelant les États de l'Union Européenne à sortir du Traité sur la charte de l'énergie, accord d'investissement plurilatéral favorisant les énergies fossiles, et instrument juridique le plus utilisé au monde pour initier des arbitrages ISDS.

CHIFFRES CLEFS

- **3 400 traités** sur le commerce et l'investissement protègent les intérêts des multinationales.
- **60% des affaires** connues ont été gagnées par les investisseurs en 2017.
- **41% des arbitrages** effectués en 2019 concernent l'énergie et les ressources naturelles.



SORTIR LA FINANCE

DE SON ADDICTION

AUX ÉNERGIES FOSSILES

Alors que le recours aux énergies fossiles est à lui seul responsable de 80% des émissions de CO2 mondiales, sortir de notre addiction au charbon, au pétrole et au gaz est une condition impérative pour éviter les conséquences les plus dramatiques de l'emballement climatique.

Mais alors que les scientifiques appellent à mettre fin à toute expansion dans ces secteurs et à en planifier dès ce jour la sortie totale, l'industrie en a décidé autrement : d'ici à 2030, la production et la consommation d'énergies fossiles risquent d'atteindre plus que le double de ce qu'il est permis pour contenir le réchauffement à 1,5 °C d'ici à [la fin du siècle](#). Derrière cette croissance insensée : les grandes banques françaises, acteurs majeurs de la finance internationale, qui continuent à soutenir massivement les énergies fossiles et à alimenter continuellement la crise climatique.

EXIGER UNE RÉGULATION CLIMAT DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE

Les [rapports](#) pointant du doigt les financements effrénés dans banques internationales et françaises des énergies fossiles n'ont cessé de se multiplier au cours des dernières années. Mais quel est le véritable coût climatique de ces flux de capitaux ininterrompus ? Nous avons mené l'enquête avec Oxfam France et levé le voile sur [l'empreinte carbone colossale des grandes banques françaises](#) : BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et Banque Populaire Caisse d'Épargne ont émis en 2018 plus de 4 fois plus de gaz à effet de serre que le territoire français du fait de leurs soutiens au charbon, au pétrole et au gaz. La conclusion est sans appel : les banques sont de véritables pyromanes, et puisqu'on ne peut pas attendre des incendiaires qu'ils éteignent le feu, l'État doit mettre les banques au pas du climat. Face à la pression des ONG, le gouvernement a lancé en juillet 2019 un premier appel à la Place financière de Paris, demandant aux acteurs financiers de se doter de stratégies de sortie du charbon : un appel non contraignant, qui ne prévoit aucune sanction, et qui laisse libre cours aux banques pour parier sur le pétrole et le gaz. Les Amis de la Terre et leurs alliés continueront à se mobiliser pour que la loi garantisse un retrait de la finance des énergies fossiles compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris.

SORTIR LES BANQUES DU CHARBON

Alors que le charbon est identifié comme l'ennemi numéro un du climat, les banques françaises n'ont toujours pas

renoncé à financer son développement. En 2019, les Amis de la Terre ont continué à faire campagne pour qu'elles coupent définitivement les ponts avec les entreprises qui prévoient encore de construire de nouvelles centrales à charbon dans le monde, et exigent de leurs clients une sortie totale du charbon dans les temps impartis pour rester sous la barre de + 1,5 °C. Cet engagement, [nous l'avons obtenu en premier lieu de Crédit Agricole](#), l'une des plus grosses banques au monde. À l'inverse, ses concurrentes BNP Paribas et Société Générale demeurent des banquiers clés d'entreprises qui refusent d'abandonner cette énergie du passé, et ce au sein même de l'Union Européenne. Nous sommes donc allés [sur leurs traces en Allemagne](#), pour dénoncer leurs financements au premier pollueur du continent, qui menace encore de destruction des villages entiers pour extraire toujours plus de lignite : l'entreprise RWE. Les acteurs financiers ont jusqu'à mi-2020 pour présenter des stratégies de sortie du charbon au gouvernement, la pression doit être maintenue pour sortir une bonne fois pour toute les banques de cette industrie dévastatrice.

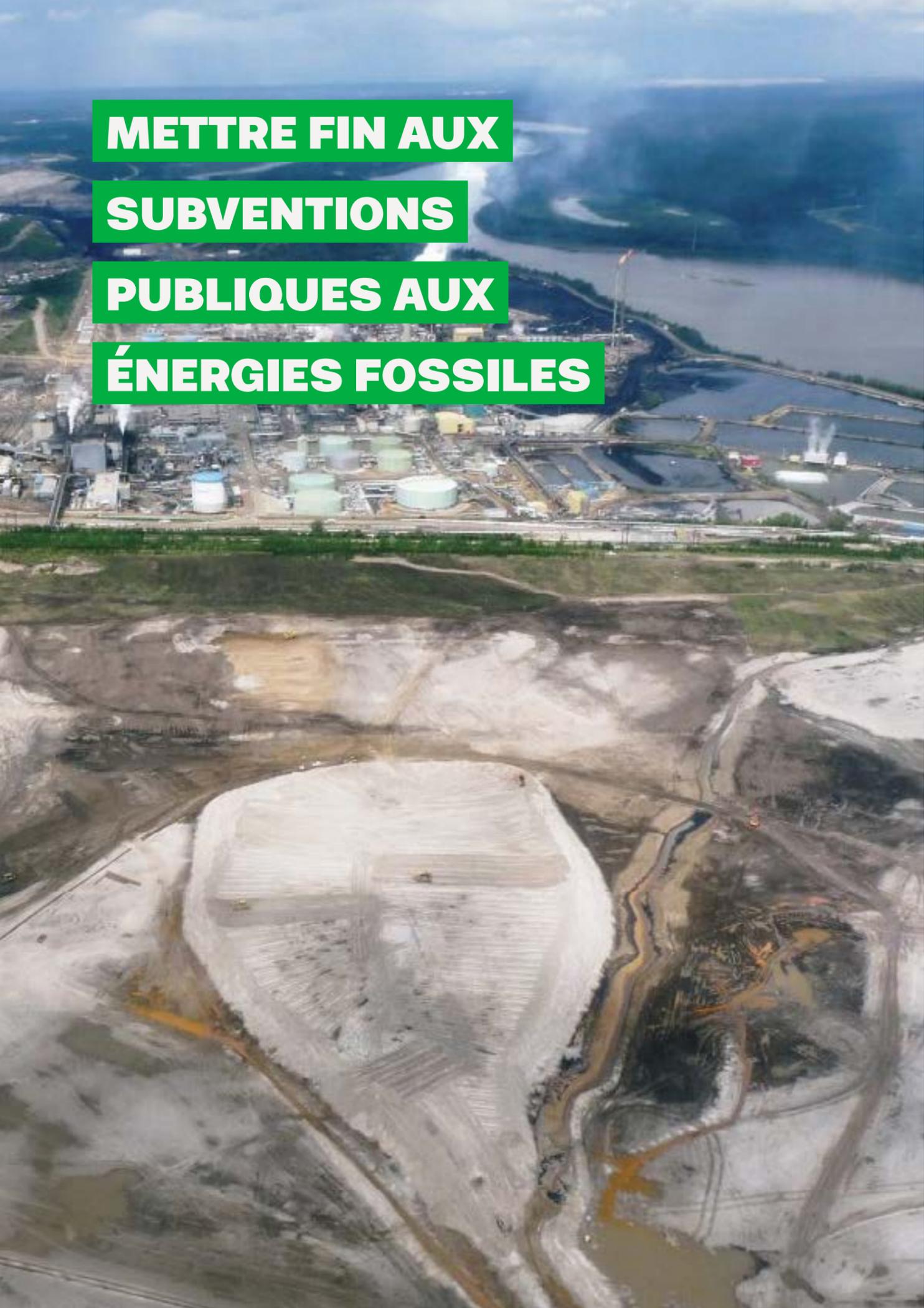
DÉNONCER L'ADDICTION DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AU GAZ DE SCHISTE

En 2019, les Amis de la Terre se sont mobilisés aux côtés d'ANV-COP21 pour [dénoncer le rôle joué par Société Générale](#) dans le développement des énergies fossiles et du secteur qui connaît la plus forte croissance dans le monde : le pétrole et le gaz de schiste. Société Générale a le doigt sur le détonateur d'une bombe climatique aux Etats-Unis : le méga projet de terminal d'exportation de gaz de schiste Rio Grande LNG. Ce projet s'inscrit dans un plan toxique porté par les industriels et soutenu par Donald Trump : creuser toujours plus de puits et extraire toujours plus de gaz dans le Bassin permien, plus grand bassin de schiste du monde. En décembre 2018, Société Générale répondait à la mobilisation des Amis de la Terre en osant déclarer publiquement que le gaz de schiste est «une énergie de transition nécessaire».

En 2019, les Amis de la Terre se sont mobilisés tout au long de l'année pour battre en brèche le discours et les financements dévastateurs de la banque, en bloquant son siège à La Défense, en interrompant [son Assemblée générale](#) et son intervention à la [Conférence européenne sur le gaz](#), en organisant des [conférences désobéissantes](#) dans ses agences partout en France. La campagne se poursuit pour fermer les vannes à tout nouveau projet de charbon, de pétrole et de gaz !

CHIFFRES CLEFS

- Les grandes banques françaises ont émis **4,5 fois plus de gaz à effet de serre** que la France en 2018.
- Rio Grande LNG est un projet monumentale de **20 milliards de dollars** et qui émettrait autant que **44 centrales à charbon**.
- Depuis 2017, les banques internationales ont accordé **690 milliards d'euros aux 259 entreprises** qui prévoient de construire plus de **1 000 nouvelles centrales à charbon**.



METTRE FIN AUX

SUBVENTIONS

PUBLIQUES AUX

ÉNERGIES FOSSILES

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES PUBLIQUES, ENCORE LOIN D'ÊTRE ALIGNÉES AVEC L'ACCORD DE PARIS

En juillet, les Amis de la terre ont publié avec Oxfam France et le Réseau Action Climat, un rapport intitulé «Cachez ces fossiles que l'on ne saurait voir», afin de passer au crible trois institutions financières publiques et évaluer leur alignement avec l'Accord de Paris.

Derrière les beaux discours et les engagements publics, ce rapport a permis de montrer que le chemin était encore long pour que l'Agence française de développement (AFD), la banque européenne d'investissement (BEI) et l'agence de crédit à l'exportation française rendent leurs activités compatibles avec l'accord international sur le climat et respectent les droits humains. La publication de ce rapport a été la première étape d'une campagne, qui a permis d'obtenir des avancées concrètes.

VICTOIRE : LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT TOURNE LE DOS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Depuis de nombreuses années, les Amis de la Terre traquent les financements publics de la plus grande banque multilatérale au monde : la banque européenne d'investissement. Après avoir obtenu la fin de ses financements au secteur du charbon en 2013, une intense campagne, menée en coordination avec de nombreux partenaires européens, a fait plier la banque publique et ses actionnaires (les États membres) sur l'ensemble de ses

soutiens aux énergies fossiles. Elle a annoncé en novembre mettre fin à tout investissement dans le secteur, y compris le gaz, d'ici fin 2021.

Même si quelques infrastructures gazières pourraient continuer à être financées grâce aux exceptions introduites, c'est un coup dur pour l'industrie fossile et plus particulièrement l'industrie gazière, qui cherche depuis plusieurs années à faire passer cette énergie pour une énergie propre et de transition. Cela marque un pas important, utile pour entraîner d'autres acteurs financiers publics comme privés dans le sillage de la banque publique européenne.

LES AMIS DE LA TERRE LÈVENT LE VOILE SUR LES FINANCEMENTS EXPORT FRANÇAIS

En coopération avec l'Observatoire des armements et SumOfUs, les Amis de la Terre ont par ailleurs révélé qu'un site gazier de Total au Yémen, construit grâce à l'aide de la puissance publique à travers des financements export, avait été transformé en base militaire et hébergeait une prison secrète.

Le [rapport](#) montre l'imbrication entre la stratégie militaire de l'État français et la politique énergétique de Total au Yémen depuis les années 1980. Il s'appuie sur plusieurs témoignages faisant état de détentions arbitraires et de traitements inhumains et dégradants – tels que la torture et la privation de soins – commis par des soldats émiratis. Total et le gouvernement français pouvaient-ils vraiment ignorer ce qu'il se passe sur le site alors qu'il était classé à un très haut niveau de sécurité selon le code de la Défense ?

DU CÔTÉ DES GROUPES LOCAUX

Partout en France, les groupes locaux des Amis de la Terre mènent des actions pour faire bouger les lignes dans les territoires. Plaidoyer, enquête, sensibilisation, actions de désobéissance civile : découvrez les récits des différents groupes et leurs activités en 2019.



AMIS DE LA TERRE BOUCHES DU RHÔNE

Mobilisés contre l'huile de palme et les rejets des Boues Rouges

Une pétition a été lancée au sujet du projet Total/La Mède pour demander l'annulation de l'utilisation d'huile de palme pour la fabrication de carburants. Dans le cadre du tournage d'un film, le groupe a aussi organisé une conférence-débat sur les implications et les conséquences environnementales, sanitaires et sociales de la raffinerie de La Mède. Une action non-violente avec ANV-COP21, Alternatiba et ATTAC a également été menée contre ce projet. Le groupe a aussi porté un recours auprès du tribunal administratif contre la nouvelle autorisation de rejet des Boues Rouges (Gardanne) dans le parc des Calanques. Le groupe a prouvé qu'une étude d'impact avait été truquée afin de continuer le rejet en mer alors que d'autres solutions moins nocives existent.

Actions en collaboration avec des scolaires

Une section Amis de la Terre a été créée au Lycée International Duby à Luynes. Le groupe a accompagné les lycéen·nes pour une conférence sur la pollution numérique. Le groupe a aussi mené un projet de mini-entreprise au collège Jean-Zay à Rousset pour réaliser un jeu de cartes portant sur l'écologie et assurer sa commercialisation. Le montant des ventes a été reversé au groupe local.

Manifestations et actions

- Blocage d'Amazon (Drôme),
- Participation à «Ecoampus» (Faculté de Lettres, Aix-en-Provence),
- Opération de nettoyage du Vieux-Port à Marseille,
- Manifestation contre la destruction d'une pinède dans le parc des calanques pour l'extension de l'école Kedge,
- Création d'un [atlas départemental](#) sur la disparition des terres agricoles.

AMIS DE LA TERRE CÔTE D'OR

En 2019, les AT21 fédèrent ! C'est une année charnière pour le groupe avec l'identification de quatre axes prioritaires pour structurer ses actions : agriculture/alimentation, déchets/recyclage, énergie/nucléaire, publicité/surconsommation. Des groupes thématiques s'organisent pour permettre à chaque adhérent·e de trouver sa place.

Le développement du groupe en trois chiffres

- 300 adhérent·es : la barre a été franchie à l'issue de la campagne d'adhésions qui a été lancée à l'automne en vue de la demande d'agrément «association de protection de l'environnement». Le groupe souhaite intervenir au cœur des instances qui façonnent le présent et l'avenir de la Côte d'Or.
- 192 prélèvements d'urine sur l'agglomération dijonnaise. Le groupe s'est largement impliqué dans le collectif Glyphosate 21 créé dans le cadre de la [campagne nationale d'analyses d'urine](#) (6 000 pissur·euses dont 5 500 dépôts de plaintes). La procédure juridique suit son cours.
- Plus de 300 kg de stylos collectés et 40 animations dans les écoles : en 2019, la [collecte de stylos usagés](#) s'est intensifiée et vise à sensibiliser, notamment les enfants, au recyclage et à la surconsommation.

Des chiffres qui sont loin de dresser un bilan complet de l'action des AT21 en 2019. S'il ne faut retenir qu'une chose, c'est la volonté du groupe de fédérer les acteurs qui se retrouvent autour des valeurs portées par les Amis de la Terre pour une société soutenables. Il est important de favoriser les soutiens et engagements sous forme d'adhésions ou en initiant des réseaux informels (acteurs locaux de l'agriculture/alimentation, associations et collectifs militants). Plus que jamais, c'est ensemble qu'on arrivera à «Changer le système, pas le climat !»

AMIS DE LA TERRE HAUTE-SAVOIE

Le groupe a mené plusieurs actions cette année, à la fois dans le cadre de campagnes nationales et en s'adaptant aux problématiques locales.

Alliances contre les pesticides

Le groupe a été présent aux rendez-vous mensuels du collectif Nous voulons des coquelicots pour lutter contre les pesticides. Pour appuyer cette action, le groupe a aussi pris part à l'initiative «J'ai des pesticides dans mes urines» avec pour les adhérents, une prise en charge partielle des frais engagés par les activistes dans leurs dépôts de plainte. Une soirée-débat a aussi été organisée sur ce thème, autour du film «Souviens-toi de ton futur» en présence du réalisateur.

Actions et mobilisations

Le groupe a participé à l'organisation de la Marche pour le climat en début d'année associant ANV COP21 et les Amis de la Terre Savoie, ainsi qu'à une action contre Amazon à l'occasion du Black Friday en novembre. Le groupe a continué de se mobiliser avec ATTAC lors d'une action dans une galerie marchande à l'aide d'affiches sur les consignes automatiques à Annecy ainsi qu'aux côtés d'Extinction Rebellion 74 lors du blocage d'un centre commercial au centre ville.

Dans le cadre de la campagne «Décrochons Macron», le groupe était présent aux côtés d'ANV Cop21 et d'Extinction Rebellion au procès de 7 décrocheur·euses, en soutien aux activistes.

Enfin, le groupe a aussi mené des actions sur les transports et l'éclairage public. Le groupe a réalisé des actions de sensibilisation et un recours en justice pour affirmer son opposition aux projets «tout routier» du Conseil Départemental et une opération «Rallumons les étoiles» avec Extinction Rebellion contre l'éclairage des magasins après minuit.

D'autres actions de sensibilisation ont été menées pour alerter sur les compteurs Linky à l'aide d'une soirée-débat avec le Collectif d'Action et d'information sur les Compteurs Connectés à Léman. Mais également sur la question du nucléaire à l'occasion de la commémoration des catastrophes de Tchernobyl et Fukushima, le groupe a organisé une projection-débat autour du film «Retour à la normale» de Christina Firmino ainsi qu'une table ronde avec Sortir du Nucléaire et le CRIIRAD.

Victoire contre un projet inutile et imposé !

Après 8 ans de mobilisation et d'actions en justice victorieuses, le projet de centre des congrès au bord du lac d'Annecy a finalement été abandonné par l'Agglomération.

AMIS DE LA TERRE LANDES

Le groupe local est présent dans des commissions consultatives sur l'agriculture, les services publics, l'environnement et la santé ainsi que dans des [enquêtes publiques](#).

Participation à des événements et interventions médiatiques

- Action contre Monsanto à Peyrehorade et tenue d'un stand à la Biocoop de Mont de Marsan,
- Participation à la Marche pour le Climat,
- Alliance avec deux autres collectifs, Nous voulons des Coquelicots et Les Pisseurs volontaires,
- Intervention Radio MDM dans l'émission «Les Landes, c'est ma nature»,
- Organisation de plusieurs projections-débats dans le cadre des «Toiles du Moun» et du programme «Les jeudis des Amis de la Terre» à Mont de Marsan.

Luttes contre des aménagements menaçant l'environnement

- Projet de dragage du port de Capbreton,
- Projet résidentiel et touristique à dominante golfique de Tosse,
- Réflexions sur l'eau et les pesticides, l'agriculture et ses impacts sur l'environnement et la santé, les PLUI et l'aménagement du territoire, la gestion des déchets.

AMIS DE LA TERRE SAVOIE

Sensibilisation à l'écologie et mobilisations

- Depuis fin 2018, inspirés par une proposition du journal en ligne Reporterre, une dizaine de lecteur-ices ont lu dans plusieurs lieux et à plusieurs occasions une sélection de textes forts de Paul Watson, Fabrice Nicolino, Vandana Shiva, Hervé Kempf, Derrick Jensen. Un concentré d'énergie pour s'engager !
- Mobilisation record pour les Marches pour le Climat avec environ 3000 personnes à Chambéry ! Une belle énergie et plein d'imagination et d'humour dans les slogans avec des gens venues en convergence de toute la Savoie. Une vélorution a également été organisée cette année,
- A l'invitation du club de handball pour un rendez-vous pour une Tribune verte lors d'un match Chambéry-Toulouse. Plusieurs collectifs étaient présents (Frapna (FNE), LPO Savoie, Mountain Riders et Greenpeace Chambéry) et ont mis de la couleur verte dans le stade. L'objectif était de sensibiliser le public au changement climatique et l'inviter à rejoindre les mobilisations et les associations locales,
- Le groupe tisse aussi des liens avec d'autres collectifs à travers des rendez-vous réguliers avec le collectif Nous voulons des coquelicots autour de ciné-débats. Mais aussi en fêtant les 20 ans d'Attac Savoie et en co-organisant la première édition du Village des alternatives pour le climat avec Alternatiba et Youth For Climate.

Campagne contre le glyphosate

Une campagne d'analyses de recherche de glyphosate dans les urines avec dépôt de plainte a été menée avec une action de

sensibilisation sur le marché de Chambéry et devant le palais de justice. Après avoir vu leurs analyses d'urine se révéler positives à la présence de glyphosate, 63 personnes ont porté plainte pour «mise en danger de la vie d'autrui».

Déclarer l'urgence climatique

Suite à la demande formulée par cinq associations (Les Amis de la Terre en Savoie, Alternatiba Savoie, Greenpeace Chambéry, Extinction Rebellion Chambéry, Youth For Climate Chambéry) les municipalités d'Aix Les Bains, Chambéry et Saint François de Sales ainsi que l'agglomération de Grand Chambéry se sont déclarées en état d'urgence climatique.

Pour obtenir des changements suite à cette déclaration et en vue des Municipales de 2020, Les Amis de la Terre en Savoie et Alternatiba Savoie appellent au vote de mesures en faveur du climat lors des prochains conseils municipaux et communautaires, en faisant des propositions concrètes rapidement applicables sans attendre les prochaines échéances électorales.

Lutte contre des projets d'aménagement

Le groupe local travaille actuellement contre un projet de retenue collinaire pour canons à neige à la Féclaz ainsi qu'un projet de création d'un parc animalier dans la forêt domaniale sur la commune du Montcel.

AMIS DE LA TERRE NORD-BÉARN

Le groupe local Amis de la Terre Nord Béarn existe depuis 2017, est constitué de citoyens écolos vivant en milieu rural, et a pour but de développer et de fédérer des initiatives écologiques sur le territoire.

Création d'un lieu d'initiatives locales et écologiques

Lancement du groupe de travail L'ILE pour créer un Lieu d'Initiatives Locales et Écologiques, qui serait à la fois une épicerie de produits locaux bio et vrac, un café associatif et un centre de soins en santé naturelle.

Démocratie locale et création de liens

Organisation d'une réunion d'initiative locale dans le cadre du Grand Débat National, à laquelle ont participé 45 personnes. Les quatre sujets du Grand Débat ont été traités en parallèle par quatre groupes qui ont fait chacun [cinq propositions](#). Cette réunion a permis de tisser des liens avec des acteurs du territoire et de montrer qu'un fonctionnement type forum ouvert permet d'être respectueux, créatif et efficace.

Sensibilisation des élus locaux

Le groupe de travail GRÉLE (Groupe de Résilience Locale face à l'Effondrement) a lancé une série d'interventions auprès des conseils municipaux des villages du territoire pour parler du possible effondrement de la civilisation thermo-industrielle et des possibles résiliences locales qu'il serait bon de mettre en place.

AMIS DE LA TERRE PAYS VIGANAIS

Participation à des événements locaux

Le groupe a tenu d'un stand lors de «La main verte» au Vigan, journée sur le thème des jardins et a participé à la fête del PAÏS avec un atelier «Vers le zéro déchet».

Actions de sensibilisation et mobilisations

- Projection du film «Après demain» en partenariat avec le cinéma du Vigan suivi d'une discussion,
- Participation à la Semaine pour l'écologie en pays viganais avec plusieurs autres associations et collectifs,
- Actions contre les pesticides sur le marché hebdomadaire, avec les Coquelicots du Vigan. Le projet était d'alerter et d'informer les habitants sur la présence et les dangers des pesticides, au quotidien, par des saynètes ludiques et guignolesques,
- Marche pour le climat au Vigan avec les Gilets jaunes,
- Tenue de stands lors de la Gratifieria de Montardier (Gard), du Printemps du val d'Aigoual et lors du Forum des associations.

AMIS DE LA TERRE VAR

Un projet sur le recyclage mené avec des étudiant.es

Un projet a été mené avec des étudiantes en IAE à l'IUT de Toulon dans le cadre d'un stage au sein des Amis de la Terre Var. Elles ont réalisé des interventions de sensibilisation sur le thème du recyclage dans des classes de primaire.

Action de nettoyage et de sensibilisation

Nettoyage de printemps effectué sur l'île de Porquerolles avec le concours du Parc National de Port Cros. Des stands ont aussi été tenus au Forum des Associations et à la Fête de la nature.

Participation à une enquête pblique sur la gestion des déchets

Le groupe a réalisé des observations sur le projet d'enquête publique concernant une demande d'autorisation d'exploiter un écopôle de traitement et de valorisation de déchets non dangereux sur le site de Roumagayrol, commune de Pierre-feu-du-Var. Cette installation permettrait d'effectuer un tri des déchets de la région. Or cela représente une quantité très importante de déchets et de transports qui y sont liés, en plus de la destruction d'un espace naturel. Le projet est en réflexion et le groupe travaille avec les acteurs locaux pour proposer une solution plus écologique. Le groupe participe également à des réunions pour la création d'une charte pour le Parc national de Port Cros avec une intervention lors de la journée thématique du parc en novembre dernier.

AMIS DE LA TERRE VAL DE BIÈVRE

En 2019, notre groupe a été très actif, et a vu arriver pas mal de nouvelles têtes. Le groupe a poursuivi des campagnes locales,

organisé des opérations de sensibilisation, participé à des actions nationales et commencé à améliorer sa communication et son organisation interne.

Victoires

pour l'alimentation végétarienne et la lutte contre les pesticides !

Le groupe a poursuivi son action pour des cantines scolaires plus écologiques, à la fois en faisant pression sur la municipalité d'Antony et en sensibilisant le public. Une conférence-dégustation sur les légumineuses a notamment été organisée. Suite à plusieurs échanges avec la mairie d'Antony sur la non-application de la loi Egalim, un recours gracieux a été envoyé au sous-préfet des Hauts de Seine pour un rappel à la loi. Suite à l'intervention du sous-préfet, un menu végétarien par semaine est prévu à partir de mars 2020.

Dans son action contre les pesticides, le groupe a participé au mouvement Nous Voulons des Coquelicots. Grâce à la mobilisation, la ville d'Antony a alors interdit tout usage de pesticides sur son territoire

Végétaliser les espaces urbains

Le groupe Plantations a préparé un projet de jardinage dans les parcs, en plus de la plantation d'arbres. Trois projets proposés par les membres au budget participatif ont été retenus sur la plantation d'arbres, la végétalisation d'une cour d'école et sur la création d'hôtels à insectes.

Action contre la pollution de l'Air

Accompagné de l'ASPEA et Antony à Vélo, le groupe est intervenu sur la surveillance de la qualité de l'air, l'extension de la Zone à faible émissions et le réaménagement du centre-ville d'Antony. Le groupe a aussi apporté son soutien au recours des Amis de la Terre France contre l'Etat sur l'absence de révision du Plan de Protection de l'Atmosphère.

Actions et événements locaux

- Contribution au Festival des solidarités autour d'un jeu sur l'alimentation et l'organisation d'une projection du film «Nos enfants nous accuseront» en présence du réalisateur,
- Animation d'une Fresque du climat à Antony,
- Organisation d'une conférence Avenir Climatique,
- Projection débat autour du film «Le Grain et l'Ivraie» sur les pesticides en Argentine, avec des intervenants de la campagne anti-glyphosate,
- Participation à l'organisation d'un débat sur la transition écologique à Antony,
- Tenue d'un stand lors de l'inauguration du Plateau Urbain d'Antony (lieu participatif et collectif) et un stand au forum des associations,
- Action contre l'huile de palme dans les carburants dans une station-service Total en janvier,
- Action contre l'impunité des multinationales en partenariat avec ATTAC. Deux actions ont été menées la même matinée, l'une dans une station Total et l'autre sur un site de dépôt de colis Amazon.

Le groupe a amélioré sa communication interne avec le lancement d'une lettre d'information mensuelle. L'année 2019 a aussi été l'occasion de poursuivre des collaborations avec plusieurs organisations locales et de soutenir des luttes comme celle contre ce projet de centre commercial démesuré, «Europacity».



Document publié par les Amis de la Terre France
Date : mai 2020

Crédits photo : Guéno­lé Le Gal, Pablo, Jade Lang,
Chloé Guilhem, Mattéo Guittard, Baptiste Soubra, IStock

La fédération des AMIS DE LA TERRE FRANCE est une association de protection de l'Homme et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux. Créée en 1970, elle a contribué à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial – Les Amis de la Terre International – présent dans 75 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents. En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux autonomes, qui agissent selon leurs priorités locales et relaient les campagnes nationales et internationales sur la base d'un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale.

Contact :
Les Amis de la Terre France
Mundo M, 47 avenue Pasteur 93100
Montreuil

Tél. : 01 48 51 32 22
Mail : france@amisdelaterre.org
Site web : www.amisdelaterre.org